



page 07

PÉRIGORD SOLIDAIRE

le secours alimentaire



page 09

DOSSIER

Périgord, la vie en sport



page 16

DÉVELOPPER LE PÉRIGORD

les orientations budgétaires 2006

Vivre en Périgord

LE MAGAZINE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA DORDOGNE



2006

Votre magazine
Dordogne - le Périgord en marche
devient **Vivre en Périgord**

Pourquoi un nouveau magazine du Conseil général ?

Les outils de communication ont un cycle de vie. A certains moments, ils font plus que leur âge. Le magazine *Dordogne, le Périgord en marche*, après 10 ans d'existence, méritait un dépoussiérage. Mon souci était de faire correspondre le premier magazine des Périgourdins - tiré à 180 000 exemplaires par numéro - avec l'image moderne qui est désormais celle du Département. J'ai donc décidé d'en revoir le format, le contenu, l'esthétique et d'en augmenter le rythme de parution (6 numéros par an contre 4 auparavant, le tout pour un coût au numéro inférieur à celui de la formule précédente). C'est finalement une transformation complète qui s'est opérée au fil de la réflexion. Dès lors, il m'est apparu indispensable de changer, tant sur la forme que sur le fond. Les lecteurs seront, je l'espère, agréablement surpris.

Pourquoi ce titre « Vivre en Périgord » ?

Parce que c'est ce que nous faisons tous, ce que nous avons de commun ! Parce que c'est ce à quoi nous aspirons tous et le plus longtemps possible ! Nous avons le Périgord en partage. C'est aussi la raison d'être du Conseil général : permettre à nos concitoyens de vivre en Périgord. Mon souhait le plus cher est qu'en Dordogne, on puisse naître, grandir, travailler, se loger, se soigner, être protégé des aléas de la vie...bien vivre en somme. Vivre en Périgord n'est pas un slogan anodin, c'est l'expression de la volonté qui anime le Conseil général. Nous avons la volonté d'épanouir les jeunes générations comme les anciennes, de peupler et de moderniser le territoire, de défendre notre qualité de vie et de faire prospérer les entreprises et les hommes. Si je devais résumer l'action du Conseil général d'une formule, je dirais qu'il demande à chacun pour donner à tous.

Où en est justement le Conseil général en ce début d'année 2006 ?

Ses priorités sont connues : conjuguer le développement de l'économie et la solidarité. Par penchant naturel, notre priorité va au social, car une société ne marche jamais aussi bien que lorsque personne n'est laissé au bord du chemin. Le Conseil général joue pleinement cette partition puisqu'entre 2002 et 2006, ses dépenses sociales auront augmenté de 57 millions d'€ passant de 100 à 157 millions d'€ par an. A notre mesure, dans toutes nos actions, nous essayons de donner vie à un Périgord solidaire et dynamique. La politique que nous conduisons porte ses fruits et améliore la vie quotidienne. Elle est toutefois handicapée par les coûts de la décentralisation et des désengagements de l'Etat qui s'occupe de moins en moins des Départements, en augmentant leurs charges plus vite que leurs ressources. Nous nous battons pour contrer cette fâcheuse tendance.

Un dernier mot ?

Je ne voudrais pas manquer à la tradition : bonne année à toutes et tous ! Tous mes vœux de réussite, d'excellente santé, de bonheur et de paix pour vous et les vôtres.

1^{er} NUMÉRO DE VIVRE EN PÉRIGORD

"Bonne année 2006"

Bernard Cazeau
Sénateur de la Dordogne
Président du Conseil général



LE DOJO DÉPARTEMENTAL À COULOUNIEUX-CHAMIER

Dernier né des équipements d'intérêt sportif départemental construit par le Conseil général, le dojo a été inauguré en novembre. Il est utilisé par les comités départementaux des arts martiaux : judo, aikido et karaté. Alliant la puissance massive de la pierre à la finesse et au mouvement suggérés par le bois, le métal et le verre, l'architecte Bernard Chinours (également concepteur du centre médico-social de Boulazac) a conçu un bâtiment dont l'harmonie naît des déséquilibres. Les éclairages extérieurs soulignent cette architecture subtile. Cette réalisation départementale, étudiée avec les fédérations sportives, a été financée avec le concours de la Région, de l'Etat et de l'Europe.



VIVRE EN PÉRIGORD

le magazine du Conseil général

Directeur de la publication : Bernard Cazeau
Rédaction : Service communication du Département
Directeur de la Communication : Nicolas Platon.
Sophie Cabanel, Vianney Le Vacon, Matthieu Druillolle,
Valérie Chamouton et Jacques Bonnet
Photos : Denis Nidos (hors mention)
tél. 05 53 02 20 78 – 2 rue Paul-Louis Courier
24019 Périgueux
Conception, réalisation : Comevents - 05 55 881 992
Impression : Imae graphic
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2006



ACTUALITÉS EN PÉRIGORD

p 04



LE PÉRIGORD SOLIDAIRE

p 07

Ils assurent le secours alimentaire..... p 07
2006, l'année de la maison départementale
des Personnes Handicapées (MDPH)..... p 08



DOSSIER

p 09

Périgord, la vie en sports



DÉVELOPPER LE PÉRIGORD

p 14

Liaison Mussidan – Bergerac :
3,9 km de voie nouvelle pour dévier Les Lèches..... p 14
Le collège vert de Saint-Astier..... p 15
Patrimoine..... p 15
Orientations budgétaires 2006..... p 16
Téléphonie mobile :
les premiers pylônes en service..... p 17
Centre départemental de la communication..... p 17



PLANETE PERIGORD

p 18



La nouvelle vie du grand étang de Saint-Estèphe..... p 18
Le bois, quelle énergie ! p 19
Sécheresse : une aide de 200 000 euros..... p 19



LE PÉRIGORD EN PRATIQUE

p 20



EXPRESSIONS EN PÉRIGORD

p 21



AU RYTHME DU PÉRIGORD

p 22

L'exception artistique en Dordogne :
Un Fonds Départemental d'Art Contemporain itinérant..... p 22
Le Périgord Occitan : Lenga levas te !..... p 23
Sortir en Périgord..... p 23

« LASCAUX RÉVÉLÉ »

séduit les Conseillers généraux

C'est à l'occasion d'une visite guidée dans l'atelier « ZK Productions » et sur l'initiative du Président Bernard Cazeau, que Renaud Sanson, spécialisé depuis 1998 dans la technique pariétale en fac-similé, a présenté le programme « Lascaux Révélé » à la totalité des Conseillers généraux du Département. Un projet qui a retenu l'attention du Conseil général dès 2003 avec le lancement de la première commande départementale : la mise en œuvre du panneau des « deux bisons adossés », en préfiguration du développement ultérieur du projet. Véritable test, cette première réalisation présentée à la presse en juillet 2003 s'est prolongée avec la réalisation du fac-similé animé des deux « bisons adossés » et celui de la « vache noire ».

Aujourd'hui, et sur commande du Département, l'atelier ZK Productions poursuit son travail avec pour objectif la réalisation intégrale des panneaux de la nef de la grotte de Lascaux : panneau du « bison de l'empreinte » et frise des « cinq cerfs ».

L'ensemble de la Nef devrait donc être disponible à l'été 2006 et comprendra les fac-similés peints, les coques vides et les animations correspondantes soit un investissement de plus 840 000 € pour le Département.

Au cours de la visite, le Président Bernard Cazeau n'a pas manqué de rappeler la décision de l'Assemblée Départementale par laquelle le Département s'est engagé dans



l'achat en co-propriété du brevet déposé par ZK Productions sur le procédé de réalisation des parois minérales, un investissement supplémentaire pour le Département de l'ordre de 229 000 €.

« Lascaux révélé » est désormais une technologie brevetée et un projet événement. Un projet événement car il permettra de faire voyager symboliquement la grotte de Lascaux comme une ambassade prestigieuse à travers le monde.

Les éléments muséographiques et scénographiques sont majeurs dans la présentation du fac-similé. Ils permettent ainsi d'associer à chacune des fresques de Lascaux exposées, un double vierge de sa paroi servant d'écran de relief pour la projection d'un programme vidéo. Ces vidéo-projections permettent de suivre en direct et étape par étape la naissance des peintures ; elles en montrent les mystères tels qu'ils se déchiffrent au cours du travail de restitution, elles rendent visibles au spectateur les dessous de la création.

La démonstration a été faite auprès des élus qui ont ainsi découvert les états révélateurs et successifs des œuvres de Lascaux, leur « face à jamais cachée ».

L'aventure de « Lascaux Révélé » se poursuit désormais dans un partenariat soutenu entre le Département et l'atelier ZK Productions.



Le point sur

les dernières

commissions

permanentes

Lors des deux dernières commissions permanentes, **plus de 17,8 millions d'euros** ont été affectés dont :

- + de **9,7 M€** pour les infrastructures routières,
- + de **2,1 M€** pour les dépenses sociales (Famille, Enfance, Personnes âgées et handicapées, Insertion et Formation),
- + de **890 000 €** pour la Culture, l'Education et le Sport,
- + de **1,1 M€** pour l'économie et l'emploi,
- + de **240 000 €** pour la politique du logement (aides aux programmes locaux d'amélioration de l'habitat),
- + de **1,1 M€** pour l'agriculture, l'aménagement rural, l'environnement
- environ 1 M€** pour l'aide aux communes,
- + de **1,1 M€** pour le Patrimoine culturel et la promotion du Périgord.

LE SANG DES FRAISES,

le nouveau film de Manuel Poirier :

du 100 % pur jus Dordogne

Le premier téléfilm du réalisateur Manuel Poirier, entièrement tourné en Dordogne, a été présenté en avant première vendredi 16 décembre à La Fabrique (Saint-Astier) en présence de toute l'équipe du film, réalisateur, techniciens, comédiens et production. En préambule à cette diffusion, une conférence de presse a eu lieu, réunissant la Production, la Réalisation et les partenaires que sont le Conseil général et Ciné Passion représentés par leurs Présidents respectifs, Bernard Cazeau et Jean-Claude Camboulines. Un cocktail de jeunes comédiens tous aussi attachants les uns que les autres, un scénario à la Poirier qui oscille entre légèreté et profondeur, des paysages périgourds servis par une excellente musique et une lumière de charme, voilà les quelques ingrédients qui font du « sang des fraises » un véritable petit chef d'œuvre. Produit pour la télévision, entièrement tourné en Dordogne (Beauregard-et-Bassac, Bergerac, Cendrieux, Monbazillac, Saint-Astier), cette production aura eu le mérite de mettre en scène et de confronter comédiens confirmés (Cécile Rebboah et Fanny Cottençon) et jeunes comédiens périgourds (Céline Cremon et Marion Durand) mais également de mobiliser des savoir-faire et des compétences d'hommes et de femmes de Dordogne (techniciens, décorateurs, opérateurs, etc). La Régie d'accueil de Ciné Passion - créée en 2005 grâce au financement du Conseil général - a joué un rôle essentiel dans l'histoire de ce tournage : elle a ainsi permis l'accueil de la production, et grâce à son travail de recensement des ressources humaines et matérielles, elle a favorisé le tournage et facilité le recrutement de personnel périgourdin. Une aventure autour du cinéma qui se poursuivra grâce à la participation du Département qui, comme le soulignait Bernard Cazeau, et en dehors des aides qu'il accorde déjà à Ciné Passion (plus de 80 000 €), à la Régie d'accueil de tournages (25 000 €) et à l'organisation des festivals (40 000 €) : « participe activement aux productions cinématographiques et audiovisuelles. Investir de l'argent dans les productions, c'est avant tout soutenir la création cinématographique, mais c'est également assurer la promotion du département et susciter des retombées économiques ». Ainsi, et selon des chiffres officiels émanant de la commission du Film de France, la Dordogne a cumulé en 2005 des retombées économiques de l'ordre de 1 163 193 € pour un total de subventions versées de 147 500 € ; soit pour 1 € investi, 7 € de retombées économiques directes. Des chiffres qui encouragent le Département à poursuivre son partenariat en direction du 7^{ème} art.



Opération solidarité

menée par les membres du Conseil

Départemental Junior

Dans le cadre de la semaine de solidarité internationale initiée par Solidarité Laïque et intitulée « Un cahier, un crayon pour les enfants de Madagascar », l'ensemble des membres du Conseil Départemental Junior (CDJ) ont organisé une collecte de matériel scolaire dans tous les collèges publics de la Dordogne.

Opération solidarité réussie : 8 colis ont été ainsi récoltés comprenant feuilles, cahiers, classeurs, et autres fournitures scolaires telles que stylos, crayons, règles, calculatrices, etc.

Cette collecte doit, par la suite, être distribuée par les associations partenaires de Solidarité Laïque dans l'ensemble des écoles publiques de Madagascar.

Anthia Monribot et Romain Soule, délégués du CDJ, ont pu remettre, le mercredi 16 novembre au Conseil général, lors d'une cérémonie officielle présidée par Armand Zaccaron, Vice Président du Conseil général chargé de l'éducation, les fruits de leur récolte aux partenaires de l'opération, Jean-Pierre Delrue, Délégué Départemental MAIF/CAMIF et Jacques Soulier, Délégué Départemental de la MAIF.

Au-delà de l'acte de générosité, cette initiative est aussi l'occasion pour les membres du CDJ de s'inscrire dans un programme d'éducation au développement et à la solidarité.

MISE EN PLACE DE LA MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES : une des premières à être créée en France

La « Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », du 11 février 2005 instaure deux nouveaux principes : la création d'une nouvelle prestation appelée Prestation de Compensation du Handicap en alternative à l'actuelle Allocation de Compensation Tierce Personne et la création d'une Maison Départementale des Personnes Handicapées.

Cette Maison est un lieu d'accès unique aux droits et prestations, ainsi qu'à toutes les possibilités d'appui dans l'accès à la formation, à l'emploi et à l'orientation vers les établissements et les services en faveur des personnes handicapées (voir article complet page 8). Cette structure associe le Conseil général, les services de l'Etat, les Caisses de Protection sociale et les Associations représentant les personnes handicapées pour apporter ensemble une réponse aux besoins des personnes handicapées et à leur famille.

Cette Maison Départementale fonctionne depuis le 2 janvier 2006.

Elle est située à la
Cité Administrative de Périgueux
(Bâtiment E).
Rue du 32^{ème} Régiment de l'Infanterie.
Tel : 05 53 03 33 55
Fax : 05 53 03 33 56
Numéro vert : 0800-800-824
Email : mdph24@dordogne.fr



La convention constitutive à la création de cette Maison Départementale des Personnes Handicapées a été signée le lundi 19 décembre 2005 en présence de Raphaël Bartoli, Préfet de la Dordogne et Bernard Cazeau, Président du Conseil général.

LE BOULAZAC BASKET DORDOGNE (BBD) AU LYCÉE DE RIBÉRAC quand le rêve se réalise...

Ils sont 70 jeunes du lycée de Ribérac à s'être lancés dans l'aventure : se retrouver tous les mercredis pour jouer au basket ou faire de la danse. Un projet à la fois sportif et culturel initié par une équipe d'enseignants du Lycée de Ribérac et intitulé « de la reconquête de l'image de soi à l'autonomie ». La philosophie du projet c'est, comme l'explique Denis Ferrand, professeur d'histoire au lycée, d'utiliser l'éducation physique et sportive comme un moyen de lutter contre la rupture scolaire, et par là même de participer à leur intégration scolaire.

« L'idée est simple, dit-il, nous souhaitons créer un espace de rencontres, d'échanges, d'actions pour favoriser l'insertion sociale des jeunes, dont certains sont en difficultés. Deux ateliers ont pris naissance, l'un autour de la pratique du basket, l'autre autour de la danse ».

Aujourd'hui, le pari est d'ores et déjà gagné. « Nous acceptons toujours plus de jeunes, le bouche à oreille fonctionne bien, tout le monde prend plaisir à venir, à se retrouver ». Ce travail de fond, qui se prolongera par la réalisation d'un film retraçant cette aventure, conçu par Ciné-Passion, est aussi marqué par des temps forts à l'image de la venue de toute l'équipe du BBD, le Boulazac Basket Dordogne, son entraîneur, John Douaglin, en tête. Durant près de 2 heures, les jeunes lycéens basket-

teurs ont vu leur rêve devenir réalité : lancer des paniers en compagnie de stars de la Pro B. Un moment inoubliable pour l'ensemble de la cité scolaire !

Ce projet qui a bénéficié des Fonds d'incitation académique, a bien sûr généré l'intérêt de nombreux partenaires dont le Conseil général qui, même s'il n'est pas sur son territoire de prédilection (les lycées relèvent en effet des Régions), participera à la réalisation du documentaire.

Une affaire à suivre tout au long de l'année...



19^{ÈME} ECLATS DU SPORT Nos champions à l'honneur

Fête traditionnelle du sport périgourdin, les Eclats du sport récompensent les sportifs périgourdins qui se sont distingués au cours de l'année en ayant obtenu un titre de Champion de France, d'Europe, du Monde ou ayant acquis le statut d'international. Pas moins de 41 athlètes et 3 équipes étaient à l'honneur pour un total de 36 disciplines lors d'une soirée organisée par le CDOS, le Comité Départemental Olympique et Sportif.

Cette année, l'invité d'honneur était le palois Tony Estanguet, l'un des sportifs français les plus titrés avec sa double couronne de champion olympique de canoë (C1) à Sydney et Athènes. Un champion heureux de se retrouver « dans un département au patrimoine nautique aussi fabuleux ». Dans le prolongement 2004, l'année 2005 aura été une grande année sportive en Dordogne avec notamment le nouveau titre de champion de France de Marsac en canoë, la montée de Boulazac en pro B.

Il revenait à Francis Colbac de représenter le Conseil général, premier partenaire du sport en Dordogne, lors d'une soirée qui était aussi le baptême du feu pour la nouvelle équipe du CDOS et son président Claude Gaillard.



ILS ASSURENT LE SECOURS ALIMENTAIRE

Le secours alimentaire aux plus démunis repose sur l'organisation et les bénévoles de trois associations qui, avec l'hiver, sont en pleine activité.

LES RESTOS DU CŒUR



Le comité périgourdin de l'association lancée par Coluche est une organisation rodée, une entreprise d'insertion aussi : 28 centres de distribution et 7 antennes dans le département, 10 salariés au dépôt, 6 à l'hébergement, 10 aux Jardins du cœur à Montpon... « Et 450 bénévoles issus de tous les milieux sociaux, répartis en fonction de leurs aptitudes et du temps qu'ils peuvent nous donner », rappelle la nouvelle présidente Marie-Paule Cabirol.

Plus que jamais, l'association va devoir se battre pour conserver ses sources d'approvisionnement. « Le nombre de bénéficiaires augmente fortement. Ce sont des jeunes en rupture familiale et sans RMI, des

familles monoparentales, des gens qui ont un travail mais ne peuvent accéder à un logement, des pré-retraités en difficulté ».

Les Restos du Cœur font appel au bénévolat et plus particulièrement à celui des hommes.

(Au-delà des produits alimentaires, les Restos distribuent des vêtements, proposent des relais-bébés dans les grands centres et l'hébergement à partir de début novembre jusqu'à fin mai).

Les Restos du Cœur

23 chemin des Feutres du Toulon
24000 Périgueux
Tél. : 05 53 07 26 41

LA BANQUE ALIMENTAIRE

Cette association se charge de collecter et de répartir les secours qui sont distribués par un réseau de 65 associations ou organismes : les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, la Croix-Rouge, le Secours catholique, la confrérie Saint-Vincent-de-Paul, etc. A la disparition de Jean-Louis Barrière, le fondateur, Claude Garoutte, responsable de l'antenne de Bergerac, a repris l'animation de la Banque alimentaire : « A l'année, nous travaillons avec 3 permanents et 20 bénévoles (nous en cherchons). Pour notre collecte annuelle de fin novembre, aux entrées des grandes surfaces, avec les associations partenaires, nous mobilisons près de 500 personnes. » Lors de cette collecte, certains donateurs s'étonnent qu'on

leur demande d'offrir des produits précis (conserves, légumes secs...). C'est tout simplement parce que ces denrées non périssables permettent à la Banque de tenir toute l'année. Les produits frais lui arrivant par d'autres voies : dotations européennes, quelques commerces, excédents de producteurs locaux. En 1995, année de sa création en Dordogne, la Banque Alimentaire a traité 18 tonnes de produits, elle en distribuera 400 cette année.

Banque alimentaire

119 avenue Général-de-Gaulle
24660 Coulounieix-Chamiers
Tél. : 05 53 03 41 91





LE SECOURS POPULAIRE

Au Secours populaire, l'aide alimentaire rentre dans un dispositif de soutien qui peut toucher la santé, le surendettement, les problèmes familiaux, l'illettrisme, la distribution de vêtements ou de produits d'hygiène.

« Notre permanence d'accueil est le pivot de l'activité, souligne Christine Bernard, présidente. On vient chercher une aide alimentaire et puis, lorsque la confiance s'installe, on se

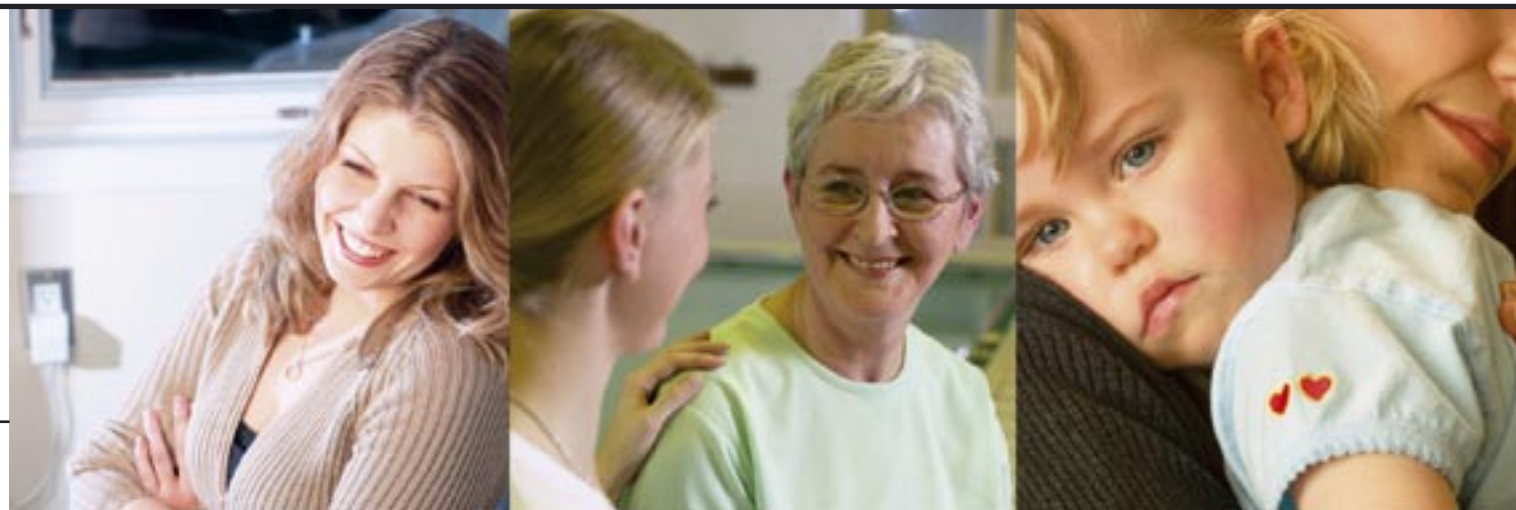
confie plus facilement. C'est à partir de là que nous pouvons mesurer l'étendue des besoins et des difficultés à résoudre. »

Le secours alimentaire s'inscrit dans la philosophie du Secours populaire : « Les personnes démunies sont des personnes comme les autres. Il est normal qu'elles puissent choisir entre plusieurs aliments. Il est normal aussi qu'elles payent ce qu'elles prennent, même très mo-

destement ». Avec 7 permanents, 50 bénévoles employés chaque semaine à la fédération et un réseau de 400 personnes, le Secours populaire est présent dans la plupart des villes. L'association constate elle aussi une progression très rapide des besoins.

Secours Populaire Français

2 rue Saint-Gervais
24000 Périgueux
Tél. : 05 53 09 57 84



2006, L'ANNÉE DE LA MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH)

La création d'une Maison Départementale des personnes handicapées va simplifier la vie quotidienne des Périgourdins en situation de handicap. Mais la volonté d'ouvrir très rapidement ces nouveaux espaces, officiellement au 2 janvier 2006, alors même que les dispositions réglementaires n'étaient pas connues, complique la tâche des Conseils généraux. C'est en grande partie sur eux, en raison de leur compétence sociale, que repose cette nouvelle politique pour laquelle les services de l'État, la CAF, la MSA et le Département doivent travailler ensemble.

Un guichet unique

La MDPH, c'est d'abord un lieu unique où seront regroupés les services et les prestations de la COTOREP (direction des affaires sociales, direction du travail), de la commission départementale de l'éducation spécialisée (éducation

nationale, direction des affaires sociales) et du Site à la Vie Autonome. En Dordogne, Bernard Cazeau, président du Conseil général, a fait le choix d'une maison du handicap physiquement identifiable. Aménagée dans le bâtiment E de la cité administrative à Périgueux, elle fonctionne depuis le 2 janvier 2006.

Une nouvelle prestation : la prestation de compensation du handicap

L'autre mesure phare de cette nouvelle politique du handicap est la création d'une nouvelle prestation, la PCH. Regroupant les allocations existantes, cette « prestation de compensation du handicap » répond, dans l'esprit, à ce qu'est l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour les personnes âgées. Même si les décrets organisant sa mise en place ne sont pas encore parus, nous savons de la PCH qu'elle sera attribuée après une éva-

luation médico-sociale. La PCH pourra financer des aides humaines (auxiliaires de vie), techniques (fauteuils roulants), animalières (entretien d'un chien dressé pour les non-voyants) ou matérielles (adaptation du logement). C'est aux Départements qu'il reviendra de verser la PCH avec, bien sûr, des compensations de l'État. Seule inquiétude : le montant des compensations financières de l'État. Pour 2006, le Conseil général envisage déjà plusieurs centaines de milliers d'euros de dépenses non-compensées. Il est pourtant évident que la nouvelle politique en faveur des personnes handicapées ne réussira que si tous les efforts sont conjugués et si la solidarité départementale et la solidarité nationale se renforcent mutuellement.

Maison Départementale des Personnes Handicapées
Tél. 05 53 03 33 55
n° vert 0800 800 824
mdph24@dordogne.fr

PÉRIGORD, *la vie en sports*



Le sport ne figure pas parmi les compétences exercées par les Départements. Pourtant, le Conseil général de la Dordogne a fait le choix de conduire une véritable politique sportive. Par le développement de la pratique, l'aide aux investissements locaux, le soutien aux manifestations et aux événements, le choix d'un créneau d'action et de promotion – les sports de pleine nature – la Dordogne suscite un véritable mouvement sportif. Les jeunes des cantons ruraux en ont été les premiers bénéficiaires. Il touche maintenant toutes les générations.

Il y a dix ans, l'aide du Département aux clubs se traduisait par le recrutement de quelques joueurs. Répartis dans divers services, leur regroupement et leur professionnalisation ont donné naissance au service des sports. L'un d'entre eux, Philippe Saïd, en a pris la direction : « Le développement de la pratique sportive en milieu rural a été notre première mission. Elle l'est encore et s'est considérablement développée. Nos 26 éducateurs interviennent dans 150 écoles chaque année et animent les écoles départementales du mercredi. Ils sont assistés par les éducateurs des clubs, des comités et l'association Emploi Sports Loisirs. Les stages multisports viennent compléter ce dispositif qui touche 11 000 jeunes chaque année ».

La pleine nature du Périgord

Au croisement du sport, de la nature et du tourisme, le Périgord a choisi de devenir la terre des sports de pleine nature. Le raid Périgord Aventure, sportif et culturel, en est une illustration, tout comme le Mois des sports de pleine nature, dont la variété des activités s'adresse aussi bien aux familles qu'aux sportifs de haut niveau. Le choix des événements de portée européenne ou mondiale accueillis en Dordogne répond à cette même logique (lire par ailleurs). Dans le même temps, les schémas de randonnée nautique, équestre, pédestre permettent de programmer l'amélioration des sites et des équipements.



Des ÉQUIPEMENTS départementaux

Sur le rythme des Olympiades, le Département a établi progressivement des liens avec le monde sportif : 40 des 50 comités sportifs existant en Dordogne signent des conventions de 4 ans avec le Conseil général. De l'importance du comité, de son fonctionnement, mais aussi de ses objectifs sportifs ou sociaux, dépendra l'aide financière ou technique accordée par le Département.

Des conventions particulières sont passées avec l'UNSS (sport scolaire de l'enseignement public) et avec les sections sportives des collèges, dont certaines ont un rayonnement départemental. Par les critères qu'il impose, le Département veille à la cohérence entre la formation des clubs et celle des sections scolaires. La vision globale du mouvement sportif acquise par le Conseil général l'a conduit à être l'élément moteur de la réalisation d'équipements d'intérêt départemental, pour favoriser la progression des compétiteurs périgourdins : le district de football à Marsac-sur-l'Isle, le centre départemental de tennis à Trélissac, la salle de gymnastique départementale à Boulazac et, récemment, le dojo départemental des arts martiaux à Coulounieix-Chamiers. Le Département a participé également à la construction du siège du comité de rugby Périgord-Agenais à Agen, et à la salle

d'escrime à vocation régionale à Boulazac. Le soutien aux manifestations qui rythment l'année sportive, l'implication dans de grands événements complètent l'action sportive, ainsi que le soutien aux clubs et aux sportifs de haut niveau. Parmi eux, Joël Jeannot, médaillé d'or aux jeux paralympiques. Ce dernier vient d'ailleurs de prendre la présidence du comité handisport 24 et sera donc l'un des interlocuteurs permanents du Conseil général. Après avoir ciblé ses actions sur les jeunes, le Département élargit aujourd'hui son action à d'autres publics, les familles, les personnes en situation de handicap, les seniors... Il fait ainsi du sport un élément fort du lien social et une valeur partagée par le plus grand nombre.



TENNIS : LE CENTRE DEPARTEMENTAL, OUTIL DE FORMATION



Jean-Michel Hug, président du comité départemental de tennis, explique comment s'organise la politique sportive de son comité à partir du centre départemental construit par le Conseil général.

Le but premier, c'est la formation des jeunes, même dans un département aussi étendu. En club ou au centre départemental, nous organisons des journées de détection. Pour que notre base soit toujours plus large et pour que le tennis soit accessible à tous, nos coupons sports permettent aux enfants des familles modestes d'adhérer à prix réduit à l'un de nos 74 clubs. Jusqu'à 10 ou 12 ans, nous maintenons le bon joueur dans son club tout en aidant les clubs à se regrouper pour le perfectionnement et en donnant au jeune une aide pour qu'il bénéficie des cours d'un entraîneur diplômé d'Etat. Nous organisons des tournois de jeunes en veillant à ce que les enfants de même niveau jouent ensemble. Avec les meilleurs garçons et filles, de 10 à 16 ans, le comité compose le groupe Avenir 24 qui s'entraîne au centre départemental de Trélissac où nous réfléchissons à la création de deux courts, notamment pour réunir le groupe au moins une fois par semaine. Nos meilleurs jeunes participent à plus de 20 tournois en France chaque saison. Au centre, nous avons créé une équipe technique qui réunit autour du conseiller technique départemental, deux entraîneurs brevetés, l'un chargé de la formation des jeunes, et l'autre de celle des formateurs. Avec 7 109 licenciés (autant de jeunes que d'adultes), le tennis est le second sport en Dordogne (et le 1er sport féminin : 1/3 des licenciés).



Francis Colbac
Maire de Trélissac, vice-président du Conseil général, chargé des sports

Questions à...

«le Département, leader pour l'action sportive»

Quel est le socle de la politique sportive ?
L'idée première, c'est l'intervention en milieu rural. Nous faisons jouer la solidarité départementale pour que les plus petites communes puissent avoir une vie sportive. C'est une volonté politique. Nous sommes reconnus comme le département leader de l'action sportive.

Une action également financière ?
- Notre aide est souvent l'élément qui rend réalisable un projet de stade ou de gymnase. Ces aides, englobées dans les contrats d'objectifs passés avec les cantons, peuvent représenter 1,5 million d'euros par an.

Qu'en est-il au niveau départemental ?
- Le Dojo en est le dernier exemple, nous sommes moteurs dans la réalisation d'équipements d'intérêt général. Nous soutenons le comité départemental olympique et sportif, les clubs phares et les comités départementaux. Nos critères sont clairs et connus : ceux qui entreprennent sont plus aidés que les autres. Nous aidons de façon significative les grandes manifestations. Nous nous impliquons directement dans l'organisation d'événements, comme les prochains championnats du monde de canoë-kayak.

Cela peut-il être au détriment du sport de masse ?
C'est la même dynamique sportive. En Dordogne, il n'y a pas de différence à faire entre le sport d'élite et les 80 000 pratiquants du sport de masse. Avoir des clubs de bon niveau, des équipements performants, c'est une émulation pour les jeunes et c'est bon pour tout le monde.



le NOUVEAU DOJO



« En 35 ans au service du judo en Dordogne, nous n'avons jamais eu un aussi bel outil à notre disposition ». Educateur sportif à la Direction des sports du Conseil général intervenant auprès du comité départemental de judo, le conseiller technique Daniel Fillau prend la mesure du nouveau dojo mis à la disposition de tous les judokas (3800 licenciés et 52 clubs) : cinq tatamis, vestiaires, bureaux, salles de réunion, 500 places de gradins, salle d'échauffement, etc. De plus, le dojo sera le lieu privilégié de travail de l'Alliance Dordogne judo. Le club élite réunit 110 compétiteurs issus de 35 clubs. « Dans un département rural comme le nôtre, c'est important de regrouper les gens pour travailler dans de bonnes conditions ».

le dojo départemental MODE D'EMPLOI

L'implantation du dojo sur les hauteurs de Coulounieix-Chamiers ne doit rien au hasard. Comme le souligne Daniel Fillau « il pourra être utilisé par la classe départementale de judo du collège Jean-Moulin, par l'institut médico-éducatif et, bien sûr, par l'important judo-club de la commune qui dispose d'un bel outil pour s'impliquer davantage dans la vie du judo en Dordogne. Nous avons le projet d'une section sportive de haut niveau au lycée agricole voisin. Elle serait formée de jeunes ayant déjà choisi leur voie professionnelle, venus de Dordogne et de toute la France. »

Les capacités techniques et les qualités esthétiques du dojo (lire aussi page 2) en font également le lieu idéal d'accueil de compétitions départementales ou régionales, et de stages de haut niveau.



Aïkido...

Deux autres comités départementaux d'arts martiaux utilisent le dojo réalisé par le Conseil général, avec le concours de l'Europe, de l'Etat, de la Région et des fédérations sportives. Bruno Sabouret est l'un des responsables départementaux de l'aïkido : « Il n'y a pas de compétition dans notre discipline. Les confrontations ne sont que techniques, c'est plus un échange qu'un combat. Nous utiliserons le dojo dans les créneaux qui nous sont attribués pour nos regroupements départementaux et régionaux. »

...et karaté

« Jusqu'ici, nos compétitions et nos stages s'organisaient à travers le département, souligne Evelyne Gominet, présidente du comité départemental de karaté, une discipline qui réunit 950 Périgourdins. Le dojo va nous aider dans nos entraînements départementaux et dans la formation de nos futurs enseignants. Ce sera un bel équipement pour le Périgord Karaté Team qui réunit un club classique et un club départemental avec les meilleurs compétiteurs ».

Les écoles sportives départementales

OÙ ?

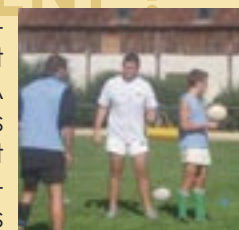
Ces écoles couvrent un ou deux cantons ruraux (les villes organisent elles-mêmes ce type d'activités). Il en existe 7 : Piégut-Pluviers, La Force, Mareuil-Verteillac, Le Buisson-de-Cadouin, le Bugue, Hautefort (ouverte en octobre 2005), Lanouaille (en novembre 2005). Prochaine ouverture, Peyrignac (canton de Terrasson).

QUAND ?

Chaque mercredi, de 8 h 30 à 12 h. La présence d'un gymnase de bonne qualité est la condition première de l'ouverture d'une école. En fin d'année, les enfants se retrouvent pour des journées « pleine nature » à Trémolat et Rouffiac.

COMMENT ?

Les disciplines pratiquées changent chaque trimestre. A chaque séance, les enfants pratiquent deux sports différents. Les séances sont gratuites (on en est exclu après trois absences). On retrouve les formulaires d'inscription dans les écoles.



AVEC QUI ?

Les séances sont assurées par les éducateurs sportifs du Conseil général, avec des relais locaux venus des communes ou des clubs. Elles s'adressent aux enfants des CE2, CM1 et CM2 (6 à 11 ans).

L'école des sports des cantons de Mareuil-Verteillac est la plus importante des écoles départementales avec 60 inscrits.



LA MAISON DES SPORTS

Elle accueille la direction des sports du Conseil général, le comité départemental olympique et sportif et les bureaux de quelques comités sportifs départementaux. Les autres comités y ont souvent une boîte aux lettres, parfois leur siège social. Les organisations sportives y tiennent plus de 400 réunions par an.

Direction des sports et de l'animation sportive
46 rue Kléber
à PERIGUEUX
Tél. : 05 53 45 40 20



Avec plus de 700 adhérents, Sport Nautique Bergerac, le club d'aviron est le plus important des clubs périgourains, toutes disciplines confondues. Au même titre que le canoë-kayak de Marsac-sur-l'Isle, le CAPD (rugby Périgueux), le FCTM (football Trélissac), le BBD (Boulazac Basket Dordogne)... il est aidé par le Conseil général.



Après les jeunes, les familles, les seniors. L'opération « seniors, soyez sports » destinée à promouvoir le sport auprès des retraités a réuni en octobre 700 personnes à Trélissac. On peut imaginer, dans un avenir proche, des animations sportives du même type proposées à travers le département, à l'image de ce qui a été fait pour les jeunes.

Manifestations...

Le Conseil général et sa Direction des sports apportent un soutien technique et financier à de nombreuses manifestations : la Grappe de Cyrano, les 100 km du Périgord Noir, le marathon de Castelnau-la-Chapelle, l'Open Gaz de France de Périgueux, le Tour de la Dordogne.

...et événements

Après la coupe du monde de canoë-kayak en 2004, les championnats du monde de la même spécialité se dérouleront en septembre à Trémolat. La mobilisation suscitée autour de ce type d'événements, les apports médiatiques, les contacts noués avec les fédérations

professionnalisent l'action du Département dans l'événementiel sportif. Cela présente aussi le mérite de constituer des animations populaires d'envergure, avec des retombées économiques immédiates. On en aura encore la preuve en 2007 avec l'accueil de 14 000 cyclo-touristes pour une semaine fédérale qui irriguera l'ensemble du département.



LIAISON MUSSIDAN-BERGERAC : 3,9 KM DE VOIE NOUVELLE POUR DÉVIER LES LÈCHES

Destinée à relier le Bergeracois à l'A89, la liaison Bergerac – Mussidan est une véritable voie nouvelle de 20,6 km. Dernier tronçon ouvert : la déviation des Lèches.

L'aménagement de la RD 709 entre Mussidan et Bergerac est le plus important des chantiers routiers que conduit le Conseil général. Il permettra de relier en quelques minutes et en toute sécurité les voies de contournement de Bergerac à l'échangeur autoroutier des Lèches, au sud de Mussidan. Cette réalisation est un enjeu fort pour le désenclavement du sud du département. Elle est d'ailleurs inscrite à l'actuel Contrat de plan Etat-Région : l'investissement global de 36,6 millions d'euros est financé à part égale par le Département (maître d'ouvrage), la Région et l'Etat. Certains tronçons (comme celui des Lèches) sont des voies nouvelles. L'ensemble répond

aux normes routières les plus modernes et l'intégration au paysage a été particulièrement soignée. Avec la mise en service, à l'automne dernier, du tronçon des Lèches – celui qui communique avec l'échangeur autoroutier – plus de la moitié de la liaison est en service (12,9 km sur 20,6 km). Les deux derniers tronçons ouvriront en 2006 et 2007.

Déviatiion des Lèches
 La particularité du tronçon récemment ouvert est d'assurer le contournement du bourg des Lèches. Le président Bernard Cazeau avait tenu à associer les habitants à l'inauguration.

Attention travaux

Parmi les autres chantiers en cours, le plus spectaculaire est la déviation de Château-l'Evêque, avec la réalisation de deux ouvrages d'art permettant de maintenir l'unité du bourg et de franchir la voie ferrée à hauteur (au sens propre) de la gare. Il reste les chaussées et un giratoire d'entrée sud du bourg à réaliser.

Mise en service cette année.

Entre La Roche-Chalais et Saint-Aulaye, le Conseil général poursuit l'aménagement de la RD 5, axe reliant le Ribéracois à Bordeaux. Un nouveau tronçon est engagé. L'élargissement de la chaussée à 7 m, l'écarterement de dos-d'ânes et la rectification des virages les plus prononcés sont les priorités.

BERGERAC-MUSSIDAN

Trois des cinq sections sont aujourd'hui en service : le Pas de l'Eyraud (4 km, depuis juillet 2004) ; Garrigue, à la sortie de Bergerac (4 km depuis novembre 2004) ; Les Lèches (3,9 km, depuis novembre).

Les travaux se poursuivent depuis mai sur la section des Bétoux (4,5 km, ouverture à l'automne 2006). Sur la dernière section, celle de la Ressègue (4,2 km), les travaux commenceront au printemps et se termineront fin 2007.

Resteront à réaliser le contournement de Mussidan et le contournement ouest de Bergerac.

L'amélioration des conditions de circulation répond également à une préoccupation de sécurité. Les nouveaux tracés et la mise aux normes des chaussées font gagner du temps, tout en respectant les limitations de vitesse.



Abbaye de Cadouin

LE COLLÈGE VERT DE SAINT-ASTIER

En février, le Conseil général lance l'appel d'offres qui permettra de retenir les entreprises appelées à construire le nouveau collège de Saint-Astier. Ce sera le premier collège, et même le premier équipement du patrimoine départemental, conçu et construit selon les normes de Haute Qualité Environnementale (HQE). Son fonctionnement (ouverture en 2008) obéira également, par le chauffage, l'éclairage... à ces mêmes principes du développement durable.

Cet établissement de nouvelle génération remplacera le collège actuel exigu et en état dégradé. Les classes et locaux scolaires du nouvel équipement s'articuleront de part et d'autre d'une rue intérieure. Le programme (autour des 18 millions d'euros) comprend gymnase, salle polyvalente, plateau sportif, demi-pension et logements.

Clos-Chassaing à Périgueux

Le Conseil général poursuit la restructuration de plusieurs grands collèges périgourdins. C'est notamment le cas du collège Henri IV de Bergerac, installé dans des bâtiments anciens, et du collège Clos-Chassaing de Périgueux (notre photo). Depuis sa construction (1973), il n'avait fait l'objet que de travaux d'entretien courant. La rénovation complète, engagée en 2000, s'achèvera par la réalisation de l'isolation thermique et la modernisation d'une dernière série de classes.

PATRIMOINE

Maison de la Dronne et du patrimoine rural, le Moulin du Pont de Perduz à Montagnier, a reçu un prix de la Fondation du patrimoine pour la qualité de sa restauration. Les 41 communes adhérentes du syndicat mixte d'études et d'aménagement du pays ribéracois sont à l'origine de cette structure.

L'abbaye de Cadouin, monument historique classé, propriété du Département fait l'objet d'une nouvelle phase de restauration. Il s'agit des façades et des toitures du bâtiment Ouest où se situent notamment les locaux de la commune et de l'accueil des visiteurs confié à la Semitour Périgord.

Au château de Biron, autre site classé, le Conseil général a entrepris des travaux importants sur le donjon (corps du bâtiment et toiture). Il réalise également la mise en sécurité de la poterne d'accès.



Travaux au collège Clos-Chassaing

PASSEPORT PÉRIGORD,

ou les clés d'une installation réussie. Du logement à la vie associative, des services à l'emploi du conjoint, cette brochure de 44 pages a été conçue pour faciliter l'arrivée de salariés recrutés ou mutés. Le Conseil général est l'un des partenaires de ce « Passeport Périgord », réalisé par la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre de métiers, la Communauté d'agglomération périgourdine, Périgord Initiatives et la Préfecture. Guide disponible à l'accueil des collectivités et organismes cités.

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2006 **10 MILLIONS D'EUROS DE CHARGES NON COMPENSÉES**

Dès novembre, les Conseillers généraux étudient les orientations du budget de l'année suivante. Elles sont marquées par la confirmation comptable des craintes liées au désengagement de l'Etat (lire ci-dessous). Entre les charges qui incombent désormais au Département, essentiellement dans le domaine social, et les compensations prévues par l'Etat à ce jour, il existera l'année prochaine une différence de 9,980 millions d'euros, dont

3,65 millions d'euros pour le versement du RMI, 3,05 pour l'APA, 700 000 € pour l'application de la nouvelle loi sur le handicap (lire page 8), etc... L'enjeu du budget 2006 sera donc le financement de ces dépenses nouvelles. Sans les charges qu'on lui impose, le Département pourrait aisément absorber l'évolution de ses dépenses de fonctionnement (sur une base d'inflation à 1,8%) et financer ses programmes d'investissements.

Priorité à la modernisation

La priorité des investissements 2006 est la poursuite des opérations engagées. Soit, pour les routes : le désenclavement du Bergeracois par la liaison Mussidan-Bergerac (lire page 14), l'engagement de la déviation de Sarlat, l'achèvement de la déviation de Château-l'Evêque, le raccordement de l'axe Lanouaille-Hautefort (RD 704) à la RN 89 et à l'A89 à la Bachellerie, la poursuite de l'aménagement de la RD 5 entre Saint-Aulaye et La Roche-Chalais. Côté équipements, on retiendra l'engagement des travaux des collèges à Saint-Astier et Michel-de-Montaigne à Périgueux, la poursuite de la restructuration complète du collège Henri IV de Bergerac, l'achèvement du programme des pylônes de téléphonie mobile (lire page 17), l'aménagement du site de Saint-Estèphe (lire page 18). En mars, le prochain numéro de « Vivre en Périgord » comportera un supplément encarté présentant le détail du budget 2006.

Questions à...

« L'équation budgétaire 2006 sera difficile ! »



Jean Fourloubey
Élu du canton de Villamblard, vice-président du Conseil général, chargé des finances et des marchés publics.

COMMENT SE TRADUIT LE DÉSENGAGEMENT DE L'ETAT ?

- Les choses sont simples : l'Etat transfère sans cesse de nouvelles charges, mais n'en compense toujours qu'une partie, jamais la totalité. Un seul exemple, celui du RMI payé désormais par le Département. En 2006, si rien ne change, la différence entre la dépense supportée et la compensation versée par l'Etat dépassera les 3,5 millions d'€. De plus, pour des raisons qui tiennent aussi des choix politiques nationaux le nombre des allocataires a considérablement augmenté en 2004.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL ?

Aujourd'hui, nous subissons de plein fouet un effet de ciseau entre des dépenses obligatoires qui augmentent et des recettes qui évoluent moins rapidement. La première décentralisation, au début des années 80, avait fait de nous des Départements décideurs. On a aujourd'hui la sensation que le Département n'est de plus en plus qu'un payeur.

Toutefois, même mis en difficulté, le Département veut rester une collectivité de proximité, réactive, à laquelle les communes, les communautés de communes, les associations, les organismes comme les chambres consulaires, demandent des aides pour leurs projets. Notre participation est logique puisque tout cela contribue à l'animation, au développement, à la vie de la Dordogne. Nous nous battons pour la maintenir.

QUELLES SONT LES MARGES DE MANŒUVRE ?

- Elles sont délicates. La maîtrise de nos coûts de fonctionnement a déjà produit ses effets. Réduire nos investissements pour les routes, les collèges ou nos aides aux projets locaux, économiques notamment, c'est pénaliser notre développement, avec des conséquences que l'on devine sur l'emploi. Augmenter fortement les impôts locaux, c'est pénaliser des familles qui ont des budgets de plus en plus serrés, avec la hausse du fioul et des loyers. Reste la péréquation entre les Départements riches et les moins favorisés. On nous en parle, mais rien ne bouge. Pour nous, aujourd'hui, l'essentiel est que l'Etat joue son rôle de soutien aux territoires ruraux et compense les responsabilités qu'il transfère, ce qu'il fait insuffisamment.



Les futurs locaux de France Bleu Périgord

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE LA COMMUNICATION **FRANCE BLEU PÉRIGORD REJOINT FRANCE 3**

Renforcer l'expression des identités, promouvoir le territoire, valoriser les initiatives : autant de raisons qui ont conduit le Conseil général à structurer le Centre Départemental de la Communication (cours Saint-Georges à Périgueux) et à l'ouvrir aux services publics de l'information.

Après France 3 Périgords, qui y réalise notamment son journal départemental, France Bleu Périgord s'apprête à s'y installer. La station, qui fut l'une des premières radios locales publiques créées par Radio France, quittera ses locaux « historiques », mais fatigués, de la rue Ernest-Guillier. « Pour nous, ça change tout. Au Centre départemental de la communication, nous aurons sensiblement la même surface, soit environ 600 m2 , mais de plain-pied et sur un seul niveau, au lieu de trois, souligne le directeur de la station, Jean-Luc Troussel. Les journalistes et les animateurs seront en contact direct, ce qui est indispensable. Nos conditions de travail seront nettement améliorées. Nous disposerons notamment d'un des premiers « Open Space », un

studio où il n'y a plus de séparation entre les techniciens et les journalistes, animateurs ou invités. L'ensemble du personnel est allé voir l'avancée des travaux et compte les jours... J'aimerais que nous soyons installés en juin dans ces nouveaux locaux. »

Haut débit

75 nouveaux répartiteurs ADSL ont été inaugurés en 2005, assurant à chaque fois, via la technique de l'ADSL, la couverture haut débit d'une ou plusieurs communes. On estime que 90% de la population est desservie. L'effort conjoint du Conseil général et de France Télécom se poursuit en 2006.

Ouvertures prévues des répartiteurs :

janvier 2006 : Douville, Les Lèches, St-Aubin-de-Cadelech, Génis, Tourtoirac, Limeuil.

février 2006 : Ginestet, Miallet, Milhac-de-Nontron, St-Saud-Lacoussière, St-Aquilin, St-Germain-du-Salembre, Segonzac, Auriac-du-Périgord, Coly, La-Chapelle -Aubareil, St-Geniès.



TÉLÉPHONIE MOBILE : LES PREMIERS PYLÔNES EN SERVICE

En accord, avec les opérateurs de téléphonie mobile (Orange, SFR, Bouygues), le Conseil général s'est engagé dans la construction d'une première phase de 37 pylônes, pour assurer la couverture de 51 communes. Les premiers équipements mis à la disposition de ces opérateurs sont aujourd'hui en service : Eyvirat, Le Bourdeix, Sarrazac, Montagnac-la-Crempse, Saint-Hilaire-d'Estissac, Saint-Julien-de-Bourdeilles.

Les autres pylônes devant assurer le complément (phase 2) de la couverture de téléphonie mobile de la Dordogne seront construits par les trois opérateurs.

Edifiés sur les points hauts, ces pylônes en acier galvanisé (hauteur moyenne, 30 m) sont surmontés d'une plateforme où sont installées les antennes d'un ou plusieurs opérateurs.



LES AMÉNAGEMENTS DU SITE

- L'embellissement de la plage et l'amélioration de ses services (poste de secours, sanitaires, point d'information).
- La remise en état du camping**.
- La restauration progressive des bâtiments : moulin, salle polyvalente, maison Rebière. Puis l'ouverture d'un restaurant dans l'esprit « guinguette », de locaux commerciaux (restauration rapide) et de gîtes.
- La réalisation d'une aire de jeux et de cheminements piétonniers.
- La création d'un parking paysager de 200 places.
- L'aménagement de la voirie donnant accès au site.
- La possibilité d'ouvrir des sentiers de découverte reliant le Grand Etang au site proche du Roc Branlant.

LA NOUVELLE VIE DU GRAND ETANG DE SAINT-ESTÈPHE

Après avoir conforté la digue de l'étang, le Département engage une restauration complète : rives, environnement naturel, bâtiments. Le tourisme familial de proximité restera la vocation première du site.

Depuis quelques années, même si promeneurs et baigneurs continuaient de fréquenter le site, sa lente dégradation en empêchait une exploitation normale. En mauvais état, la digue fermant le Grand Etang présentait des signes d'effondrements. Le diagnostic réalisé a conduit à conforter cet ouvrage ancien par la constitution d'une paroi étanche, des enrochements, des changements de vannes et la création d'un déversoir. Les travaux ont été réalisés avant la saison estivale 2004 pour que les familles puissent accéder au site. Pour répondre aux objectifs du développement touristique et faire de Saint-Estèphe un pôle d'activités semblable à ceux de la Jemaye ou de Rouffiac, le Conseil

général a souhaité que l'ensemble du site fasse l'objet d'une protection, puis d'une mise en valeur. Ce programme, élaboré par les services du Département, va débiter en 2006, avec pour priorité l'assainissement général du site. Il s'achèvera en 2008. Coût estimé : 3 millions d'euros. Dans les aménagements, la qualité et l'authenticité des matériaux du Périgord vert granitique seront privilégiés. Une attention particulière sera portée à l'accessibilité des personnes handicapées. On s'aperçoit en effet que ce qui a été réalisé en la matière sur le site de la Jemaye convient parfaitement et s'avère très utile.

LE GRAND ETANG DE SAINT-ESTÈPHE

Il est situé à 6 km au nord de Nontron. Ce haut lieu du tourisme familial en Périgord Vert a fait l'objet d'un legs au Département, à la fin des années 1960. Le site conservera son accès gratuit au tourisme de proximité : baignade, détente, jeux, promenade, pêche. La politique départementale de promotion des sports de pleine nature (lire le Dossier de ce numéro) y trouvera un nouvel espace à exploiter. Enfin, la concession d'exploitation accordée à la Semitour Périgord pour la restauration, le camping et les gîtes pourrait être réactivée (elle était suspendue en raison de l'état des lieux).

PLAN DE GESTION DES DÉCHETS

De mars à juillet 2005, le débat départemental sur la gestion des déchets a permis de confronter tous les points de vue. Ce travail important, exemple significatif de démocratie participative, constitue la base du plan départemental de gestion des déchets, avec deux directions clairement précisées pour le long terme : moins de déchets, des déchets plus propres. La rédaction technique du plan va être confiée à un bureau spécialisé (le choix est en cours). Avant d'être adopté, le plan départemental sera soumis au Conseil général et aux Périgourdins.

LE BOIS quelle énergie !

Les chaufferies collectives utilisant l'énergie bois se développent très vite en Dordogne.

L'avenir limité des énergies fossiles et les crises pétrolières ont rendu attractive l'énergie bois, durable et renouvelable par nature. Le plan Bois Energie de la Dordogne prévoyait initialement d'installer 14 chaufferies centrales au bois dans des maisons de retraites, hôpitaux, bâtiments communaux, collèges... pour consommer les déchets de l'exploitation forestière ou des scieries. Avec la prise de conscience des collectivités et le concours des partenaires co-financeurs, l'Agence de l'Environnement et de la

Maîtrise de l'Energie (ADEME), la Région Aquitaine et l'Europe, cet objectif sera dépassé. L'activité générée favorise le développement local en apportant des débouchés aux artisans locaux assurant la construction des chaufferies, ainsi qu'aux scieurs, industriels du bois et agriculteurs (via les Coopératives d'utilisation du matériel agricole) entrant dans la filière de fabrication des plaquettes bois. On recense aujourd'hui une quarantaine de projets réalisés, en cours ou à l'étude. Fin 2004 et début 2005, ont été mis en service les réseaux de chaleur du collège de Belvès, des communes de Bourdeilles, Goûts-Rossignol, Miallet

et celui, très important, de Vanxains qui alimente tous les équipements publics du bourg (dont un centre d'hébergement). Le plus important réseau de chaleur bois se situe à Clairvivre (commune de Salagnac) puisqu'il alimente 1000 résidents.

SÉCHERESSE une aide de 200 000 euros en faveur du secteur agricole

Tout en demandant un classement de la Dordogne parmi les zones indemnisées au titre des calamités agricoles, après la sécheresse du printemps et de l'été 2005, Bernard Cazeau, président du Conseil général, avait assuré que la solidarité départementale jouerait son rôle.

La Commission nationale des calamités agricoles d'octobre a reconnu le département sinistré pour les fourrages (prairies et maïs ensilage) et le maïs grain en culture sèche auxquels s'ajoutent les productions de « maïs semence », châtaigne, tournesol, pisciculture et kiwis sur la commune de Queyssac (décision du 24 novembre). Lorsque l'intervention de l'Etat sera précisée, le Département et la Région définiront conjointement leur participation, via un guichet unique, Etat, Région, Département.

Le Conseil général a déjà prévu une enveloppe d'urgence de 200 000 euros affectée selon les besoins exprimés par la profession au fonds d'entraide sécheresse pour les agriculteurs les plus fragilisés ou l'aide au transport d'un aliment sécheresse de substitution ou « fourrage grossier ».



BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE PRÊT consulter et réserver chez vous

www.bibliotheque-dordogne.net

Ce site Internet vous permet de réserver dans le catalogue départemental le livre ou le document de votre choix.

Ce réseau Internet de bibliothèques publiques – le premier créé en France à l'échelle d'un département – est un élément majeur du plan de lecture publique adopté par le Conseil général. Il permet à chacun d'entre nous, depuis son ordinateur personnel, ou depuis les PC mis à la disposition du public dans les bibliothèques, de consulter le catalogue complet de la Bibliothèque départementale de prêt (BDP) et de plusieurs autres bibliothèques et médiathèques périgourdines. Vous pouvez connaître la disponibilité du livre ou du document choisi. Il sera déposé dans la bibliothèque de votre choix, au prochain passage (un chaque semaine) de la navette de livraison. Il vous suffira, pour le retirer, d'être inscrit dans une bibliothèque du réseau départemental (rappel : ce réseau rassemble autour de la BDP les bibliothèques des communes de moins de 10 000 habitants sur l'ensemble du territoire départemental). Si vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas assurer cette consultation vous-même, vous pouvez vous adresser aux bibliothécaires, agents de lecture et bénévoles qui animent les 323 bibliothèques, médiathèques et points de lecture répartis dans le département.



INFOS

Peuvent être consultés le catalogue de la Bibliothèque départementale de prêt (330 000 références) et ceux des bibliothèques de Chance-lade, Lamonzie-Saint-Martin, Marsac-sur-l'Isle, Montignac, Ribérac, La Roche-Chalais, Saint-Astier, Sarlat, Thiviers. Et bientôt de Agonac, Coursac, le Lardin-Saint-Lazare et la communauté de communes Dordogne – Eyraud – Lidoire, le tout constituant un ensemble de plus de 500 000 documents.

La BDP reçoit chaque mois, en moyenne, 4 100 demandes de réservations de particuliers comme des bibliothèques du réseau, dont un tiers via Internet.

On trouve sur le site un annuaire complet, commune par commune, des bibliothèques, médiathèques et points de lecture du département.

Si le document demandé n'existe pas dans les collections en réseau, la BDP peut procéder à son acquisition et vous en serez le premier destinataire.

**Bibliothèque
Départementale de Prêt**
2-4 rue Albert-Pestour
24000 Périgueux
Tel. : 05 53 53 65 56
cg24.bdp@dordogne.fr



Groupes politiques du Conseil Général

LA VOLONTÉ D'AGIR

En ce début d'année 2006, je tiens à présenter mes vœux de bonne année à toutes les Périgourdines et tous les Périgourduins, au nom du Groupe Socialiste et Apparentés du Conseil général. Que toutes et tous puissent entrevoir un mieux dans nos quotidiens si divers, tant les fractures sont nombreuses et les inégalités fortes.

Après les promesses présidentielles (la fracture sociale, l'insécurité...), les Périgourduins effarés ont découvert des ghettos urbains en proie à la précarité et à la violence. D'autres fossés se creusent, celui qui sépare une ruralité qui entretient des valeurs d'équilibre, de pondération, de sagesse à une urbanité bouillonnante et violente, mais aussi celui de la laïcité mise à mal dans des zones de non droit où montent les communautarismes.

Quel échec pour cette droite sans projet (les comptes publics partent en vrille, les déficits se creusent, l'endettement atteint des sommets) qui poursuit sa politique favorable aux nantis au détriment des plus humbles : réduction de l'impôt sur les grandes fortunes, création d'un bouclier fiscal pour les gros contribuables. Les écarts se creusent aussi entre les départements riches et pauvres. Dans nos ajustement budgétaires de fin 2006, on ne peut que constater les dégâts.

Le manteau budgétaire départemental, confortable au début de l'année (hausse de la fiscalité limitée, dépenses de fonctionnement maîtrisées, investissement en hausse), finit tout mité ! La politique gouvernementale a fait des trous partout : RMI, aides aux communes, fonds d'eau, fonds européens. Le Conseil général n'en finit pas de compenser les désengagements divers et variés, et la tenaille budgétaire se referme sur les départements pauvres. L'opposition départementale UMP continue à soutenir une politique fondamentalement hostile à la Dordogne, par des positions incohérentes : tantôt on accuse le Département des mauvaises performances de l'emploi et de l'économie, qui ne sont pas une compétence départementale, tantôt on débat, comme si l'on n'était pas au pouvoir, sur des théories de « rupture » ou de « réforme ».

Fantastique culot d'un parti au pouvoir depuis 2002 et qui glose sur ce qu'il sera nécessaire de faire, pour faire oublier son incapacité du moment ! Dans ce climat délétère, le Conseil général de la Dordogne ne reste pas les bras croisés. Nous redoublons nos efforts pour désenclaver le département et cela se voit ! Nous développons la solidarité par les services à la population sur l'ensemble du département, et cela se voit ! Nous maintenons notre soutien aux communes qui restent l'axe fort du développement local, et cela se voit !

Face à cet enjeu, les élus communistes en appellent à tous les citoyens, à tous les élus progressistes, pour qu'ils se rassemblent et expriment avec force leur refus de cette privatisation. Au Conseil général, le groupe communiste après être intervenu pour réunir le comité de vigilance sur les services publics, a proposé que l'Assemblée départementale saisisse le Préfet pour qu'il stoppe conformément aux engagements du Premier ministre, les restructurations des services de proximité d'EDF.

Nous sommes convaincus que tous ensemble nous pouvons ainsi mettre un terme à ce projet libéral en matière d'énergie et construire des solutions alternatives conformes à l'intérêt des habitants, à celui des territoires.

Michel DEBET

Président du Groupe Socialiste et Apparentés
Contact : 05 53 02 59 07
e-mail : p.bel@dordogne.fr

NON À LA PRIVATISATION D'EDF

EDF appartient à la nation. C'est le bien commun de l'Etat, des citoyens, des collectivités locales des usagers, du personnel.

Au mépris de cette réalité, le gouvernement a lancé le processus de privatisation d'EDF. Cette décision est présentée à grands renforts de publicité comme une garantie de développement du service public. C'est un mensonge !

La preuve en Dordogne la réorganisation des services EDF supprime les sites et les agents de proximité, centralise les services au Département ou à la Région. 20 emplois sont ainsi menacés. La direction d'EDF refuse de s'en expliquer devant le Conseil général. Le Préfet laisse faire alors que le gouvernement avait annoncé la suspension de toutes les restructurations du service public tant que la commission nationale sur les services publics n'aurait pas remis ses propositions.

D'autre part, les usagers verront leur facture augmenter. La preuve : En 10 ans, EDF a baissé ses tarifs de vente aux usagers de 29 % alors que l'ouverture du marché de l'électricité pour les professionnels a conduit récemment à des augmentations allant jusqu'à 23%.

Cette décision risque donc de coûter très cher aux usagers, aux collectivités, au pays. Elle heurte de front l'attachement des citoyens, des élus et des salariés aux services et aux entreprises publiques.

Elle porte atteinte à l'indispensable politique de développement durable qui implique des investissements et aggrave les inégalités territoriales. Elles préparent le désengagement d'EDF de ses missions sociales envers les plus démunis. Elle porte atteinte à la sécurité et à l'environnement en plaçant la sécurité des centrales nucléaires sous le contrôle d'intérêts privés.

En effet, les capitaux privés sont intéressés par le rendement financier maximum ; Rémunérer le capital privé, est donc nécessairement contraire à la prise en compte de l'intérêt général.

Face à cet enjeu, les élus communistes en appellent à tous les citoyens, à tous les élus progressistes, pour qu'ils se rassemblent et expriment avec force leur refus de cette privatisation.

Au Conseil général, le groupe communiste après être intervenu pour réunir le comité de vigilance sur les services publics, a proposé que l'Assemblée départementale saisisse le Préfet pour qu'il stoppe conformément aux engagements du Premier ministre, les restructurations des services de proximité d'EDF.

Nous sommes convaincus que tous ensemble nous pouvons ainsi mettre un terme à ce projet libéral en matière d'énergie et construire des solutions alternatives conformes à l'intérêt des habitants, à celui des territoires.

Francis COLBAC

Président du Groupe Communiste et Apparentés
Contact : 05 53 02 20 31

LE PROGRESSISME N'EST PAS DU CÔTÉ QUE L'ON CROIT...

Les semaines qui viennent de s'écouler, comme celles qui s'annoncent, ont de nouveau été l'occasion pour l'exécutif départemental de vilipender le Gouvernement. Depuis 2002, c'est le même refrain tournant désormais à la mauvaise rengaine. Il n'est pas une session, pas une occasion où ce sempiternel discours ne revienne à la surface. La Dordogne n'avait pas connu depuis bien longtemps un tel climat, mélange d'idéologie figée et d'amertume revancharde. Malheureusement, ce sont les Périgourduins qui chaque jour payent un peu plus cette attitude dommageable. A trop vouloir faire de la politique au lieu de mener une véritable politique au service du Département, l'exécutif et sa majorité se coupent progressivement mais inéluctablement de toute chance de développement pour la Dordogne.

Les exemples sont désormais légion, au premier rang d'entre eux nous pouvons citer l'emploi. Se gargarisant régulièrement du bon dynamisme économique de notre Département, l'exécutif préfère passer sous silence la mauvaise situation de l'emploi en Dordogne comme si par enchantement la croissance économique relevait du seul Département (alors même qu'il n'en a pas la compétence) et l'emploi de la seule politique Gouvernementale. Un autre exemple concerne les fonds européens. L'exécutif voit dans la dernière dotation accordée à la Dordogne une tentative de « coup politique » de la part du Gouvernement, sans chercher à remarquer que d'autres Départements d'Aquitaine – pourtant de gauche – ont été mieux dotés que le nôtre, et sans chercher à concevoir que nos dossiers pouvaient être insuffisants ou trop peu nombreux. Le dernier exemple est relatif aux services publics. Alors que la Dordogne s'était vue proposer une expérimentation en matière de réflexions sur les nouveaux services à proposer et au public, le majorité départementale s'est rigidifiée sur une position archaïque qui se résume à participer à des manifestations contre le Gouvernement, à ouvrir une tribune permanente aux différents manifestants du secteur public et à regretter hypocritement le fait de ne pas être associée à une démarche qu'elle a pourtant elle-même rejetée.

Il n'est pas de la volonté de l'UDD de se préoccuper des querelles internes entre les multiples courants de la majorité départementale, des besoins de reconnaissance nationale des uns et des autres. Par contre, il est de son devoir de dénoncer la politisation permanente des questions qui concernent le développement de notre Département et le bien être de ses habitants, surtout quand cette politisation pénalise de jour en jour la Dordogne en la tenant systématiquement à l'écart des améliorations que connaît le reste du Pays.

Dominique BOUSQUET

Président de l'Union Des Démocrates de la Dordogne
Tel : 05 53 02 20 30 – fax : 05 53 02 20 23
e-mail : p.favard@dordogne.fr

20 Comment ça marche

Vous saisissez : www.bibliotheque-dordogne.net

Sur la page d'accueil, vous cliquez sur : Catalogue départemental

Dans le menu (haut de page), vous cliquez sur : Particuliers, catalogue et réservations

Deux types de recherche vous sont proposés :

Une recherche simple, accès direct au catalogue à l'aide d'un de ces critères :

Titre / Auteur / Editeur / Collection / Sujet.

Une recherche multicritères qui permet de combiner jusqu'à trois de ces critères, et bientôt plus (le site va être enrichi prochainement), notamment pour la recherche des thèmes et du sujet.

Au cours de votre recherche, vous pouvez recourir aux pages d'aide qui vous expliquent la marche à suivre.

Les filtres vous permettent de restreindre votre recherche à un type de support, une section, un site, une langue.

Pour réserver le document choisi (livre, périodique, CD, cassette son, vidéo, CDROM, DVD vidéo, DVD ROM), vous devez remplir le formulaire de réservation, accessible également depuis le menu Particuliers, catalogue et réservations. Il dispose lui aussi d'une rubrique d'aide.





L'EXCEPTION ARTISTIQUE EN DORDOGNE : un Fonds Départemental d'Art Contemporain itinérant...

Avec des opérations comme « l'Art est ouvert », les résidences de l'Art et le programme des expositions d'été (Picasso, Dubuffet, Depardon, Gérard Fioretti, Ousmane Sow, Exposition VENUS), le Conseil général s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique volontariste en faveur de la diffusion de l'art en Dordogne.

22 La collection 2003 toujours en tournée dans le département : vernissage à Allemans en novembre 2005.

LES PROCHAINES DATES

Les collections du FDAC ne cessent de tourner dans le département :

- Jumilhac-le-Grand : du 16 janvier au 16 février 2006.
- La Feuillade : du 20 février au 17 mars 2006.
- Angoisse : du 27 février au 24 mars 2006.
- Saint-Aulaye : du 6 mars au 31 mars 2005.

POUR INFORMATION

La dernière commission de sélection des œuvres s'est réunie en avril 2005 pour choisir les œuvres d'artistes périgourdins (vivant en Dordogne ou y étant nés) afin de constituer la nouvelle collection. Ont été retenus :

Eric AUPOL, Clare AVERY, Vincent BAPPEL, Frédéric BRETIN, Bernard BRISE, Sylvie CAMUS, Giovanni CAROSI, Yvonne CLERGERIE, Jean DELAGE, Franck DESDEMAINES, Daniel FAURE, Philippe GLEMET, Helen HILL, Evelyne JAFFRAIN, Catherine LIBMANN, Norton MAZA, Jean-Jacques PAYET, Michel POURTIER, Brigitte REY et SEREIROF.

Ce soutien aux arts plastiques et à la création s'est davantage affirmé avec la récente création d'un Fonds Départemental d'Art Contemporain. L'objectif est simple : porter à la connaissance de tous l'état de la création artistique en Dordogne et surtout en permettre la diffusion auprès du plus grand nombre. Pour cela, chaque année, une commission composée d'élus et de personnes qualifiées sélectionne des œuvres qui sont ensuite acquises par le Département et portées à l'inventaire du Conseil général. Depuis la création du FDAC en 2002, le Département a consacré plus de 100 000 € ce qui porte à une centaine d'œuvres la collection départementale.

La promotion de ces œuvres passe par :

- une exposition collective à l'Espace Culturel François Mitterrand avant le démarrage de l'exposition itinérante,
- l'édition d'un catalogue avec promotion des œuvres et des artistes,
- une exposition itinérante prêtée aux communes,
- un prêt d'œuvres à Artobus en partenariat avec le CDDP à l'attention des collègues.

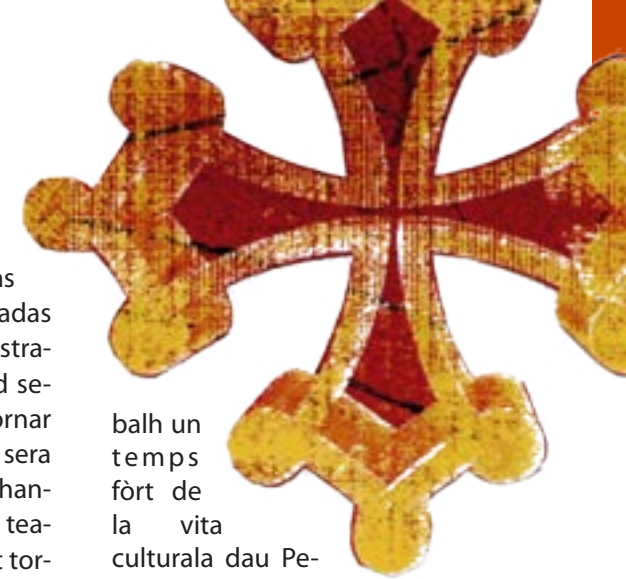
L'originalité de ces expositions itinérantes réside :

- d'une part, dans les échanges qui sont organisés entre les artistes et le public « histoire de lever le voile sur le secret de la création », des échanges qui se poursuivent d'ailleurs lors de journées réservées aux scolaires.
 - d'autre part, dans le fait que ces expositions délocalisées qui tournent sur tout le département s'intègrent totalement à la vie de la localité (les lieux d'exposition étant des lieux de vie et de lien social).
- Depuis le lancement du FDAC et des expositions itinérantes, environ 10 000 personnes sont venues visiter les collections du FDAC dont 5000 scolaires et une cinquantaine de communes se sont inscrites pour accueillir l'exposition itinérante.
- Ainsi, et par l'intermédiaire du FDAC, le Conseil général contribue à ce que la liberté de créer existe pour les artistes de la Dordogne mais aussi que la liberté de connaître et de choisir soit offerte aux Périgourdins.

LE PERIGORD OCCITAN Lenga levas te !

Sabetz que la Dordonha es lo despartament d'Aquitaniá ente se parla enquera lo mai la lenga d'òc, nòstre bon vielh patois ? Quo es una enquesta regionala que z'a montrat veiqui quauquas anadas. Segur los que parlen naturalament son pus de la prumiera jounessa, e pertant, an talament a dire ! Quo es per quò que lo CPLD, braç armat dau conselh generau per tot çò que tuqua la cultura occitana lança una accion coma s'es pus veüd sus lo territòri dau Pays Perigòrd Verd. Es question d'enregistrar en disques audiò e videò lo mai possible de personas que porten enquera la memòria occitana : contes, legendas, chansons, dansas, benleu simplament daus mots obludats e que damanden nonmas a tornar viure. Quo es per quò que, tres mes de temps, una equipa de tres-quatre personas vai segre totas las comunas dau país, assemblar emb la complicitat de las municipalitats e de las associacions lo mai possible de monde que parlan la lenga e que volen ben far tornar viure lor saber.

Dins las semanas entrants, totas las mairarias (171...) seran contactadas per organiser rencontres e enregistrements. Entau un trabalh despend segur de la volontat de tots de tornar trobar quela memòria que, puei, sera utilisada per los ensenaires, los chantaires, los contadors, las tropas de teatre...eac, per la far vertadierament tornar viure. Sa reüssida es donc entre las mans de tots los que seran prejats de donar la man a queu colectage. Merces de respondre d'un biais positiu a la demanda daus goiats dau CPLD quante la se presentara. Tot quòqui a de seguir un cost... Si la Region Aquitaniá, l'Euròpa, (dins sas accions Leader +) son partenaris de quela accion, preuva, si quò fasiá be-sohn, de l'interet portat a entau un trabalh, quo es lo departament que ne'n es lo grand argentier, au còp per los fonds deblocats e la mesa a dispòsicion dau personau e dau materiau daus archius departementaus. E fau sacher, per chabar, que quela colecta se fai en mesme temps dins quatre autres país : país d'Armagnac, país de Midi-Quercy, país de Portas de Gasconha, e país de Guèret. Lo CPLD fara tot per far de queu tra-



balh un temps fòrt de la vita culturala dau Perigòrd e fai la promessa de tornar au país, en set o uei serenadas la flor de çò que aura engranajat. Merces a tots per vòstra ajuda dins queu trabalh de memòria. Lo País Perigòrd Verd comprend los cantons de Senta Eulaiá, Rabairac, Montagrier, Vertelhaç, Maruelh, Brantòsme, Jumilhac, Tiviers, Champanhac, Nontron, Bussiera, Sent Pardol, La Noalha, Eissiduelh, auquaus s'es botat en mai lo canton de Autafòrt que entra dins l'encastre dau Leader +. Los País d'Armanhac, de Midi-Quercy, de Portas de Gasconha son de la region Midi-Pireneas, lo país de Guèret de la region Lemosin. L'ensemble de quilhs cinq país an depausat un dossier de cooperacion inter Leader, que deuriá li far obtenir una subvencion au niveau europeenc.

23

SORTIR en Périgord

« Entre courir et voler, il n'y a qu'un pas papa » de et avec Jacques Gamblin
Une course, un élan, une pensée qui pense et qui parle comme elle respire... Gamblin inspiré par le « quand tu aimes, il faut partir » de Cendrars offre sa performance et son expérience.
Mardi 28 février 2006, 20h30 à l'Agora de Boulazac (réservations : 05 53 35 59 65)

« Giselle » par le Ballet de l'Opéra National de Kiev
La célèbre histoire mettant en scène Hilarion, Albrecht pour la malheureuse conquête du cœur de Giselle...la perspective de la qualité des artistes de l'Opéra de Kiev, Ballet National centenaire qui ne cesse de courir le monde.
Jeudi 2 février 2006, 21h salle Paul Eluard à Sarlat (réservations 05 53 31 09 49)

« Le venin du Théâtre » de Rodolf Sibera par la Compagnie Arguia Théâtre
Un voyage au XVIIIème siècle, la froideur d'un noble compliqué aux prises avec un comédien...savoureux... La presse nationale a salué !
Vendredi 3 février 2006, 20h30, foyer rural de La Feuillade (réservations 05 53 50 13 80)

« Nabucco » de Giuseppe Verdi par l'Opéra National de Cracovie
Le grand classique sur toutes les lèvres et, en plus, en version originale !
Jeudi 2 et vendredi 3 février 2006 au Théâtre de Périgueux à 20h (réservations 05 53 53 18 71)

Popeck
Février c'est le mois du caleçon molletonné...au-delà de l'image légère, la finesse de l'écriture d'un artiste qui traverse, imperturbable, les décennies.
Samedi 4 février 2006, 20h30, Centre Culturel Municipal de Bergerac (réservations : 05 53 57 71 51)

Grabowsky, chansons
Le fils de Lapointe et de Brassens qui célèbre la dimension universelle de l'Occitanie moderne... à entendre !
Vendredi 24 février 2006 21h, salle polyvalente à Ribérac (réservations 05 53 92 52 30)

LE BUISSON
DE CADOUIN

LES RENCONTRES

Boussonnere

le goût des autres

FILMS
DÉBATS
EXPOSITIONS
DÉDICACES

du **11** au **19** Février
2006

Conseil Général
de la
Dordogne

CINÉ
PASSION
EN PÉRIGORD



La tour
au buisson

Renseignements : Cinéma Le Lux
www.cine-passion24.com

